

30 mai 1983 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Entretien accordé par M. François Mitterrand, Président de la République, à la télévision française, à l'issue du sommet des pays industrialisés, Williamsburg, lundi 30 mai 1983.

QUESTION.- Monsieur le Président un premier bilan de ce sommet de Williamsburg ? Est-ce qu'il s'agit d'une série de voeux pieux sur la convergence des politiques économiques et monétaires et sur la stabilisation monétaire ou est-ce qu'il s'agit véritablement de petits pas notamment en matière de taux d'intérêt qui est quand même le sujet que vous-même avez souligné avant le sommet ?

- LE PRESIDENT.- Ce sont des petits pas. On ne peut pas dire qu'à Williamsburg on ait accompli un grand pas par-rapport à Versailles pas plus qu'à Versailles on en avait accompli par-rapport à Ottawa. Mais des petits pas dans la bonne direction, c'est-à-dire une meilleure harmonie, une meilleure coordination et peu à peu une sorte de conscience commune qui se fait jour lorsque les pays européens s'expriment, ils étaient quatre plus le Japon et le Canada. Sur certains points, les Etats-Unis d'Amérique n'étaient pas acculés dans une coalition, mais sur les points que vous avez cités, eh bien ils se sont rendu compte qu'une opinion internationale se dégagait et je crois que cela a compté dans leur comportement.\

QUESTION.- La conférence monétaire mondiale que vous aviez proposée devant les ministres de l'OCDE se trouve inscrite dans la déclaration finale en termes d'éventualité avec un conditionnel. Avez-vous eu des assurances comme quoi elle se tiendrait effectivement et si oui à quel horizon raisonnable pourrait-elle se tenir ?

- LE PRESIDENT.- Cela est conforme à ce que j'ai dit moi-même devant les ministres de l'OCDE lorsque je me suis exprimé l'autre jour à Paris, pour la première fois d'ailleurs j'ai posé ce problème sur la table de conférence. Je n'ai pas dit on va réunir dans les trois mois qui viennent une conférence monétaire internationale, il a fallu quatre ans aux initiateurs de la conférence de Bretton Woods, 1940 - 1944. Il faudra du temps encore cette fois-ci. Mais parce que ce sera long, il faut commencer tout de suite. Voilà mon raisonnement. Je pense qu'il faut un certain ordre monétaire international. Si l'on continue d'agir dans la situation où nous sommes, chacun en vérité en subira gravement les conséquences, d'abord les pays industriels eux-mêmes, les partenaires des Etats-Unis d'Amérique, ceux qui ne sont pas dans ces conférences, mais qui existent, qui font avec nous l'Europe en-particulier et les pays en voie de développement qui risque d'en souffrir si cruellement que leur opinion politique peut se détourner des thèmes que développe l'Occident. C'est donc un sujet très grave, très sérieux. Le fait que le texte français ait été adopté montre bien d'une façon indiscutable que la perspective de cette conférence a été retenue. De bon gré ou de mauvais gré, c'est une autre affaire. Ce qui est certain c'est qu'une large -majorité des participants à la conférence ont pris immédiatement position en faveur du texte français et que finalement dans un esprit de conciliation chacun s'y est rallié.\

QUESTION.- Après Williamsburg, monsieur le Président, est-ce que vous avez le sentiment que les Etats-Unis ont une conscience plus aigüe de leur responsabilité économique au -plan mondial ? et notamment vis-à-vis de leurs alliés ?

- LE PRESIDENT.- Je l'espère. J'ai rappelé sans cesse que les taux d'intérêt de l'argent par exemple, les taux réels n'avaient jamais été aussi élevés dans l'histoire du monde depuis la grande crise de 1929 - 1930. Que même pendant la guerre et dans les années qui ont suivi ces

grands taux de chômage, tout cela même pendant la guerre et dans les années qui ont suivi, ces taux d'intérêt réels ont été considérablement inférieurs à ceux d'aujourd'hui. Il se crée donc un déséquilibre qui a fait que tous les pays représentés se sont adressés aux Etats-Unis d'Amérique, au Président Reagan, pour dire vraiment c'est trop difficile et c'est trop dangereux. Sa réponse ? : "Je pense comme vous", mais il y a les lois du marché et si le dollar se trouve dans cette situation c'est parce que c'est comme cela, moi je n'y peux rien. Les Etats-Unis d'Amérique eux-mêmes tireraient avantage à ce que ces taux d'intérêt soient plus bas. Nous n'avons pas voulu trop discuter, enfin j'ai quand même dit que les lois du marché avaient bon dos quelques fois, par exemple les lois du marché ne sont pas responsables du déficit budgétaire excessif des Etats-Unis d'Amérique qui eux-mêmes conditionnent l'élévation des taux d'intérêt de l'argent dans le même pays, etc... mais enfin je ne veux pas engager cette discussion maintenant.\

QUESTION.- Monsieur le Président, tout cela, enfin cette conférence va avoir quelques impacts sur l'économie française, la déclaration elle-même parle de reprise, le mot reprise économique intervient assez souvent dans le texte,

- LE PRESIDENT.- Permettez-moi de vous interrompre, c'est même le titre de la déclaration,

- QUESTION.- Donc reprise mondiale c'est plutôt bon pour la France, en revanche, dollar toujours élevé, on peut le craindre, ce n'est pas très bon pour la France. Alors quelles conséquences en tirez-vous sur la politique économique française ?

- LE PRESIDENT.- J'en conclus que l'environnement international continuera durablement d'être très difficile pour les pays d'Europe particulièrement pour la France et c'est pourquoi je pense que si cet environnement pèse lourd sur nous, chacun le sait la réponse, elle est d'abord celle des Français. C'est dire que c'est la France et ce sont les Français qui devront apporter eux-mêmes le principal de la réponse. Nous n'avons pas à compter plus qu'il ne faut sur les autres, mais enfin nous sommes quand même dans une alliance `Alliance atlantique`, nous avons des partenaires, nous pouvons certainement atténuer cet effort et en même temps contribuer mutuellement à la renaissance de l'économie mondiale si nous avons l'occasion répétée de faire les petits pas dont vous parliez tout à l'heure.\

QUESTION.- Et ces petits pas, monsieur le Président, ne supposent-ils pas une plus grande convergence des politiques économiques et donc éventuellement une évolution de la nôtre, est-ce que nous pouvons continuer à avoir une politique économique spécifique ?

- LE PRESIDENT.- C'est-à-dire que notre politique économique comme celle des autres a quelques références précises. Actuellement et c'est heureux tous les pays dont nous parlons y compris la France ont engagé une lutte sévère contre l'inflation, tous. Et la France a marqué une avancée très importante, partie de 14 % d'inflation, chiffre que nous avons reçu en héritage, nous avons atteint 9,5 % et nous sommes en route pour 8 %, ayant fixé pour objectif 5 %. Vous voyez c'est un effort considérable, très difficile qui justifie ce que je disais tout à l'heure, il faut que les Français aient confiance en eux-mêmes et connaissent la loi de l'effort, étant bien entendu que cet effort n'a pas de valeur en lui-même, c'est pour en sortir que je dis cela. Alors si nous avons de ce point de vue une politique dont l'objectif est le même, nous n'avons pas pour autant les mêmes moyens, les mêmes méthodes.

- Lorsqu'on parle du chômage, tout le monde peut réduire le chômage. Je remarque que la France est le seul pays de tous ceux qui parlent ainsi, à avoir réussi non pas à faire baisser le chômage, mais à juguler sa progression puisqu'elle n'était que de 1 % et un peu plus dans la dernière année. Mais nous pensons, de ce côté-ci de l'Atlantique et du nôtre, nous pensons qu'il faut lutter contre l'inflation, il faut lutter contre le chômage, nous pensons aussi qu'il faut développer une croissance soutenue. Quand on parle de politique économique, évitons les caricatures.

- Nous aussi c'est notre choix à cela près que nous avons nos caractéristiques, c'est-à-dire que l'effort national que nous fournissons doit être gradué selon les moyens des Français et c'est pourquoi, nous, nous procédons à une redistribution, à une répartition de l'effort pour que les catégories les moins favorisées ne se voient pas arracher le peu qu'elles ont. Donc ceux, je l'ai déjà dit, qui ont tout juste ce qu'il faut, ne doivent pas être atteints. Bien entendu cela exige l'effort des autres.\

QUESTION.- Et un dollar aussi élevé, est-ce que cela ne compromet pas le plan de rigueur ? LE PRESIDENT.- Cela l'entame. Cela ne le compromet pas suffisamment pour que l'on soit moins résolu à le mettre en pratique parce que ce n'est pas la seule donnée bien entendu en cause, mais enfin dans l'effort que nous voulons mener à bien de la réduction de notre déficit extérieur, quand on sait que nous achetons 40 % de matières premières en dollars et que le dollar est passé à un niveau si élevé, cela nous freine. Cela implique qu'il faut que nous soyons plus énergiques encore, plus déterminés, dans la conduite de notre politique.\

QUESTION.- Monsieur le Président, vous avez, vous l'avez dit vous-même, hésité à venir à Williamsburg à ce sommet. Ce sommet est quasiment terminé, est-ce que vous avez le sentiment qu'il a été utile et qu'il faut en refaire d'autres ?

- LE PRESIDENT.- J'ai hésité, c'est vrai, je le confiais à diverses reprises, parce que j'ai déjà participé au sommet d'Ottawa, au sommet de Versailles, et j'en apercevais souvent la vanité. Je partirai de Williamsburg avec le sentiment que ce type de réunion est finalement utile, et que il suffit peut-être de peu de chose pour qu'il soit déterminant.

- QUESTION.- Le peu de chose étant ?

- LE PRESIDENT.- La prise de conscience dont je parlais tout à l'heure, pas simplement des Etats-Unis d'Amérique qui ont tout de même un rôle à jouer dont vous connaissez l'importance, un sentiment que notre responsabilité à nous pays industriels, car il s'agit de ça, c'est la conférence des sept grands pays industriels du monde, que les pays industriels ont des devoirs vis-à-vis d'eux-mêmes, mais aussi vis-à-vis du reste du monde,

- QUESTION.- de Brettons Woods en quelque sorte,

- LE PRESIDENT.- L'esprit de construction, d'enthousiasme, de volonté et de confiance dans l'avenir. C'est dans la grande difficulté que l'on peut éprouver le courage. Les chances de réussite s'éprouvent dans la peine et c'est ce que je veux dire constamment aux Français pour qu'ils retrouvent confiance pour peu qu'ils l'aient perdue.

- QUESTION.- Monsieur le Président, nous vous remercions.\

QUESTION.- Monsieur le Président, le communiqué sur la défense et la sécurité, communiqué auquel la France a contribué à poser sa signature, est-ce qu'il n'a pas été en quelque sorte arraché aux Européens et aux Japonais par un Président américain soucieux de se forger une image nationale plus envore que disons une image internationale qui correspondrait à nos problèmes à nous ?

- LE PRESIDENT.- Je ne sais pas exactement ce que voulait M. Reagan sur-le-plan de sa politique intérieure, ce n'est pas mon affaire.

- Ce que je veux dire c'est qu'il n'a rien arraché du tout. Lorsqu'a été proposée une déclaration sur les problèmes de sécurité, je n'y étais pas spécialement favorable, mais je n'avais aucune raison de dire autre chose que ce que j'ai souvent répété en France et en Europe et particulièrement dans une séance qui a eu son audience, je veux dire mon discours à Bonn, au Bundestag, dans lequel j'ai fixé la politique française par-rapport aux problèmes de sécurité en Europe. Et puis c'était important que les sept pays ici représentés pussent d'un même mouvement affirmer les grandes lignes de leur politique en-matière de sécurité en Europe.

-Mais vous savez que pour ce qui me concerne il y a deux limites précises à faire comprendre par mes partenaires : la première c'est que certaines des décisions prises l'ont été au sein d'une organisation, le commandement intégré de l'OTAN, où la France n'a pas de part et où elle n'a pas l'intention de revenir ni de près ni de loin. Et de ce fait il fallait écarter de cette déclaration tout ce qui était une référence immédiate ou directe ou la simple reproduction de ce qui avait été arrêté dans ces enceintes.

- D'autre part, je ne pouvais pas non plus prendre au compte de la France des déclarations subséquentes depuis les déclarations de l'OTAN de 1979 qui n'engageaient que la seule responsabilité par exemple du Président des Etats-Unis d'Amérique, décisions sur lesquelles la France n'avait pas été consultée. Même si je suis d'accord sur certaines d'entre elles, il appartient à la France, en tant que telle et non en tant que membre d'une conférence, de s'affirmer sur ces points. Il a donc fallu écarter de ce texte tout ce qui pouvait entretenir la

contusion. Cela n'a pas été facile, mais je peux dire que j'ai obtenu satisfaction sans quoi je n'aurais pas pu m'associer à ce texte. Les affirmations certaines, indispensables qui doivent informer le reste du monde et particulièrement l'Union soviétique de ce qu'il convient de ne pas faire et aussi de ce qu'il convient de faire, c'est-à-dire de réussir la négociation, rapidement, tout cela il fallait le dire. Mais il ne fallait pas, si j'ose dire, "en rajouter", donner le sentiment qu'il y aurait des conditions nouvelles ou bien durcir les conditions existantes pour que la négociation ne se complique pas plus encore et vous retrouverez dans le texte retenu, le texte-même, la part, le bout de phrase, de ce que j'avais dit moi-même à la tribune du Bundestag à Bonn. Donc je suis resté au nom de la France, dans-le-cadre de la politique que j'avais fixée, je n'ai pas à me plaindre du résultat de cette déclaration, elle peut contribuer à mettre bien des points sur bien des i et comme je crois l'équilibre des forces nécessaire pour préserver la paix, cela va dans ce sens. Mais il n'y a rien de plus et je n'aurais pas accepté qu'il y eut quelque chose de plus qui put marquer un recul de la négociation.\